

## Action directe : acharnement judiciaire

lundi 5 mars 2007, par [Rouge](#) (Date de rédaction antérieure : 1er mars 2007).

Cela faisait vingt ans, ce 26 février, que Nathalie Ménigon, Jean-Marc Rouillan et Georges Cipriani, sans oublier Régis Schleicher, anciens du groupe Action directe, sont incarcérés.

Bien qu'ils aient, depuis deux ans déjà, purgé la peine de sûreté de leur condamnation à perpétuité, la Chancellerie et l'administration pénitentiaire refusent de les remettre en liberté, comme ils y auraient légalement droit.

Bien que Ménigon aient subi deux accidents vasculaires cérébraux, que Rouillan ait, lui aussi, connu de sérieux problèmes de santé et que Cipriani ait dû effectuer un séjour en hôpital psychiatrique, il n'a jamais été question de leur faire bénéficier d'une suspension de peine pour raisons médicales.

Pour justifier ce refus de tourner la page, qui relève de l'acharnement et même d'une véritable vengeance d'État, on demande aux anciens d'Action directe de formuler une repentance. Une demande qui se situe dans le droit fil de la doctrine bushienne du « Bien » et du « Mal », qui revient à soumettre à un régime particulier, dérogeant à la loi commune, ceux auxquels on reproche leur idéologie. A-t-on demandé à Papon de s'excuser auprès des familles de ceux qu'il avait fait déporter ?

C'est pour dénoncer cette situation qu'une réunion publique s'est tenue, ce 26 février, à la Bourse du travail de Paris, en présence notamment de Dominique Grange, Henri Leclerc, Alain Badiou, Gérard Miller, Jacques Tardi, Alain Geismar, Henri Malberg, Christian Picquet, Daniel Bensaïd et Armonie Bordes. Une initiative qui marque un début d'élargissement de la mobilisation...

---

**P.-S.**

\* Paru dans Rouge n° 2195 du 1<sup>er</sup> mars 2007.